

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N° 47

Septembre 2017

## Focus : Politiques de lutte contre la pauvreté dans le monde, quelques enseignements tirés du programme NOPOOR

Les 6 et 7 juin derniers s'est tenue une conférence à Bruxelles présentant quelques résultats de programmes de recherche financés par le programme [Nopoor](#), projet coordonné par DIAL réunissant une vingtaine d'instituts de recherche. Des cent-vingt projets financés, une vingtaine ont été présentés. Ce focus s'appuie sur des policy briefs produits par les chercheurs du projet. (tous consultables sur le site du projet (<http://www.nopoor.eu/publication-list/all/policy-brief>)).

Six thèmes sont ici retenus : l'efficacité des programmes de transferts conditionnels en espèces, l'accès à l'éducation et les questions de la qualité de l'enseignement, l'émancipation des femmes, l'accès à l'emploi et plus particulièrement à des emplois décents et enfin la question de la gouvernance et de ses effets sur la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté.

### Les programmes de transferts conditionnels en espèces

Les pays d'Amérique Latine ont lancé, à la fin des années 1990, de grands programmes nationaux pour combattre la pauvreté sur une grande échelle. Ces programmes existent aussi en Asie et commencent à se développer en Afrique.

Les programmes de transferts conditionnels en espèce (TCE et Conditional Cash Tranfer program en anglais) consistent à verser directement aux plus pauvres des sommes d'argent à condition que les familles bénéficiaires scolarisent leurs enfants et leur assurent un suivi médical. D'autres conditions, comme la recherche d'emploi, peuvent y être associées. L'une des principales difficultés de ces programmes est de déterminer qui sont les pauvres. Le ciblage de cette population, à l'échelle nationale, n'est possible que si l'on a de bonnes informations sur les revenus et les conditions de vie des personnes, et sur les difficultés de scolarisation des enfants. Le ciblage est alors souvent couteux. Afin de simplifier le ciblage et à défaut d'information précise au niveau des ménages, des villages entiers identifiés comme pauvres bénéficient de tels programmes, comme au Mexique. Au Vietnam, tous les membres des communautés ethniques minoritaires (elles vivent dans les montagnes ou dans des endroits reculés) sont automatiquement bénéficiaires de ces programmes. Le ciblage est souvent fait au niveau local, ce qui donne lieu à des abus, les personnes proches des décideurs pouvant être choisies au détriment de vrais pauvres<sup>1</sup>. Ainsi, on estime

<sup>1</sup> Basudeb Chauduri (2017). Supply or demand? How politics influences the implementation of the Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act in Rajasthan, Policy Brief No 39



DIALOGUE  
est une publication  
de DIAL

qu'au Mexique, seuls 45% des pauvres étaient inclus dans le programme en 2012<sup>2</sup>.

Malgré ces difficultés, ces programmes sont toutefois des outils puissants de réduction de la pauvreté<sup>3</sup>. Ils ont permis de diminuer le nombre de pauvres, surtout de pauvres extrêmes (Mexique, Brésil). Ils ont également amélioré la scolarisation des enfants, notamment des filles, et le suivi médical des femmes enceintes et des très jeunes enfants.

De plus, ces programmes sont peu coûteux, comparé à une politique de sécurité sociale par exemple. Au Brésil, « Bolsa Familia » coûte 0,6% du PNB et touche le quart de la population, soit 50 millions de personnes. Dans presque tous les pays d'Amérique Latine, les programmes de TCE coutent moins d'un demi-point de PIB et concernent de 10 à 40% de la population.

Cependant, en Amérique Latine, dans la mesure où la plupart de ces programmes n'intègrent pas de mesures directement liées à l'accès à l'emploi, il a été montré qu'ils ne sont pas en mesure de résoudre le problème structurel de la pauvreté qui est l'accès à l'emploi pour les populations en âge adulte mais peuvent simplement entraîner un risque de dépendance des bénéficiaires aux allocations. Les ménages sortant du programme grâce à l'amélioration de leurs conditions de vie sont peu nombreux. Les versions plus récentes de ces programmes, comme « Prospera » au Mexique, prennent en compte ces questions d'accès à l'emploi des personnes en âge de travailler. Ainsi, au Mexique, le taux de sortie de la pauvreté ne s'est amélioré que récemment, après vingt ans de réalisation des programmes de TCE.

En Inde, le programme Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (MGNREGA) lancé en 2008 avait pour objectif initial la création d'emplois pour les populations rurales les plus démunies. Les transferts sont versés aux communes et servent à payer des salaires, charge à la commune de trouver un travail, si possible productif, aux pauvres. Il offre 100 jours de travail salarié aux pauvres qui en font la demande. Ce programme touche 140 millions de personnes pour un coût de 8 milliards d'Euros (en 2009). Il doit aussi favoriser les basses castes, les femmes et tous les exclus du marché du travail, notamment les travailleurs saisonniers au chômage une partie de l'année.

Ce programme est cependant fortement décrié pour son manque d'efficacité<sup>4</sup>. L'un des principaux problèmes est l'offre d'un nombre suffisant d'emplois utiles, avec une productivité positive. Cette condition n'étant pas nécessairement satisfaite, un rationnement des emplois disponibles a souvent lieu et la tentation est alors élevée d'affecter ces emplois de manière discriminatoire.

L'amélioration du sort des gens extrêmement pauvres n'a pas forcément d'effet sur les inégalités. Ainsi, au Brésil, le programme « Bolsa Familia » n'a pas amélioré la distribution des revenus. En revanche, l'augmentation du salaire minimum pendant la présidence de Lula a fait chuter l'indice de Gini de façon spectaculaire<sup>5</sup>.

Malgré leurs succès dans la réduction de la pauvreté, les programmes de transferts conditionnels en espèces ne constituent pas une véritable politique sociale en mesure d'éradiquer définitivement la pauvreté. Leur efficacité est certes reconnue pour la meilleure scolarisation des enfants et l'accès à des soins de santé primaire. Le nombre de personnes extrêmement pauvres a également baissé. Mais, dans

<sup>2</sup> Manuel Robles et al. (2015) Have Cash Transfers Succeeded in Reaching the Poor in Latin America and the Caribbean? Inter-American Development Bank, IDB-PB-246.

<sup>3</sup> Araceli Ortega Diaz (2014), Assesment of the different measures of poverty in Mexico: relevance, feasibility and limits, Working Paper No.8.

<sup>4</sup> Basudeb Chauduri, op.cit.

<sup>5</sup> Joao Saboia (2016). Minimum Wage, Income Distribution and Poverty in Brazil, Policy Brief No. 10.

la plupart des pays où ils sont appliqués, ils ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté comme l'accès à l'emploi ou la répartition des revenus. Ils ont cependant créé une nouvelle demande sociale de droits vis-à-vis de l'État. En Amérique latine, avant la vague de transferts monétaires conditionnels, la prise en charge des pauvres était une question de charité religieuse. C'est devenu maintenant un devoir des états et un droit des citoyens<sup>6</sup>.

## **Education**

De nombreux pays ont fait des progrès énormes en matière de scolarisation des enfants. En Asie du sud-est ou en Amérique Latine, la scolarisation des enfants de moins de quinze ans est presque universelle. Cependant, l'éducation reste un des principaux marqueurs de la pauvreté. Plus que la scolarisation elle-même, c'est maintenant la qualité de l'éducation qui est un facteur d'inégalité et de pauvreté.

Par exemple, au Vietnam, l'augmentation du temps d'apprentissage n'est pas suffisante pour améliorer les compétences des enfants pauvres et pour réduire les inégalités d'opportunité<sup>7</sup>. Le passage de l'école à mi-temps à l'école à plein temps se fait sans investissement supplémentaire dans la formation des professeurs, les équipements des écoles, etc. Dans les écoles pauvres, la scolarisation à plein temps n'a pas amélioré les performances des étudiants faute d'un encadrement suffisant tandis que dans les écoles fréquentées par des enfants provenant de milieux plus fortunés, la qualité s'améliore grâce au financement des parents. Ainsi, une mesure qui devait diminuer les inégalités aboutit au résultat inverse.

Une expérience similaire en Afrique du Sud a montré que l'apport de fonds complémentaires de fonctionnement alloués aux écoles, hors personnel, dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation, n'a pas d'impact sur la qualité de la scolarité. Les fonds distribués ont été utilisés par les écoles pour accroître le nombre d'élèves et non pas pour améliorer la qualité de l'enseignement<sup>8</sup>.

Comment, alors, améliorer la qualité de l'apprentissage? Des politiques plus ciblées sont nécessaires. Pourtant, la question est de savoir celles qui sont susceptibles de réussir. Faut-il mieux former ou sélectionner les enseignants, avec le risque de conflits avec leurs syndicats, comme au Mexique ? Faudrait-il fournir des fonds aux écoles en partie en fonction de leurs réalisations, pour augmenter la compétitivité des écoles ? Une étude en Inde montre qu'informer les parents sur la qualité de chaque école a un effet sur la propension à scolariser les enfants. Cependant, une meilleure information n'est pas une garantie d'accès à un enseignement de qualité pour les plus pauvres<sup>9</sup>.

Par ailleurs, les investissements même réussis dans l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement prodigué, ne suffisent pas à permettre à certains pauvres à accéder à un emploi. Une autre étude en Inde montre que même lorsque les enfants des basses castes terminent leurs études secondaires, ils ont moins de chance de trouver un bon travail que les enfants de brahmanes. D'autres compétences que la capacité intellectuelle pure sont importantes pour la réussite professionnelle. Des compétences non cognitives telles que la capacité à développer ses relations, la confiance en soi pour

<sup>6</sup> Lena Levinas, Conditional Cash Transfers: Pros and Cons, Policy Brief No.13.

<sup>7</sup> Tran Ngo Thi Minh Tam, Laure Pasquier-Doumer. Full-day Schooling and Educational Inequality in Vietnam. The impact of lengthening the instructional time on inequality the case of Vietnam, Policy Brief No.16.

<sup>8</sup> Miquel Pellicer, Patrizio Piraino (2017). The impact of non-personnel school resources on educational outcomes: evidence from South Africa, Policy Brief No.43.

<sup>9</sup> Rohini Somanathan in Ashwini Deshpande (2015) To what extent do education and social mobility break people out of poverty ? Deliverable 7.1, Nopoor Project.

se présenter aux autres et aux employeurs potentiels manquent aux enfants de la population pauvre et ne sont pas enseignées dans les écoles<sup>10</sup>.

L'accroissement de la qualité de l'éducation passe donc par une meilleure formation des enseignants, davantage de moyens hors personnels pour les écoles et une meilleure information aux parents. Mais ces progrès dans la qualité doivent être accompagnés de mesures de soutien aux enfants de catégories sociales défavorisées.

### **L'émancipation des femmes (empowerment)**

Plusieurs recherches du projet ont permis de montrer que l'émancipation des femmes est un vecteur important de réduction de la pauvreté, mais que les actions pour la favoriser sont complexes.

Ainsi, un des objectifs du programme Oportunidades au Mexique est de promouvoir les femmes. Les subventions sont versées aux mères de familles et, grâce au programme, les jeunes filles sont mieux scolarisées. Cependant, il s'avère que les mères se retrouvent à assumer davantage de tâches domestiques depuis que leurs filles sont scolarisées. Le fait que les femmes ont à assurer la gestion du programme pour leur famille ne remet pas en cause la division du travail entre les parents. Davantage assignées à des tâches domestiques, les mères de famille n'ont pas bénéficié du programme pour un meilleur accès à un travail<sup>11</sup>. En Inde, on a pu constater que l'émancipation des femmes a permis d'améliorer les règles de gouvernance locale. Dans les communes dirigées par des femmes, la corruption dans l'octroi de subventions aux plus pauvres a baissé. Cependant, il faut du temps pour arriver à ces résultats. Les femmes sont souvent peu formées pour diriger les communes, et les premières analyses sur l'effet des mesures de promotion des femmes à ces postes étaient plutôt négatives. Au fur et à mesure qu'elles acquièrent de l'expérience, les dirigeantes sont davantage soucieuses d'appliquer les programmes de subvention aux plus pauvres. Cette recherche montre que les politiques d'autonomisation des femmes prennent du temps et que leurs effets ne peuvent être perçus immédiatement<sup>12</sup>.

Les violences faites aux femmes est une dimension importante de la pauvreté. Au Pérou, une étude sociologique évalue l'importance des violences domestiques dans des quartiers défavorisés de Lima et a permis d'améliorer les actions publiques mises en œuvre pour endiguer ce phénomène. Tandis que la législation condamnant la violence existe, des centres spécialisés pour aider les femmes ont été mis en place. Mais seulement un quart des femmes victimes de violence portent plainte. La recherche montre que c'est grâce à leurs relations sociales et familiales (leur « capital social »), que les femmes se décident à dénoncer les violences. Dans les quartiers les plus pauvres, l'absence de réseau social empêche les femmes de porter plainte. Cette recherche a amené les autorités du quartier à mettre en relation les femmes victimes de violence afin que celles qui avaient osé se plaindre incitent les autres à en faire autant. Parallèlement, le personnel des centres sociaux est davantage sensibilisé à cette dimension. L'intégration dans des réseaux redonne confiance aux femmes. Les réseaux sociaux sont

<sup>10</sup> Ashwini Deshpande (2017). Education and social mobility: the critical role of high school years, Policy Brief No.29.

<sup>11</sup> Marta Ochman (2017) An assessment of the gender dimension of Mexican Social programs: ways to improve gender integration in poverty policy, Policy Brief No.31.

<sup>12</sup> Farzana Afridi, Vegard Iversen, M.R. Sharan (2017) Women political leaders, corruption and learning: evidence from a large public program in India, Policy Brief No.47. Les femmes sont élues dans le cadre d'une loi de discrimination positive.

ainsi un instrument important pour le succès des politiques de lutte contre la pauvreté et la ségrégation sociale<sup>13</sup>.

Autre type de violence, l'excision est interdite au Sénégal mais encore largement pratiquée. Une recherche a montré que l'adoption d'une législation nationale a eu pour conséquence non pas l'arrêt de la pratique mais sa poursuite de manière plus cachée que précédemment. Les filles sont alors excisées en bas âge et sans aucune surveillance médicale, ce qui rend l'intervention plus discrète que lorsqu'elle est effectuée sur des filles de 4 ans et plus et. Pourtant, le gouvernement et de nombreuses ONG ont lancé des campagnes de sensibilisation pour informer sur l'interdit de cette pratique et ses méfaits sur la santé des femmes, apparemment sans beaucoup de succès car l'excision est considérée comme une norme sociale d'identification à sa communauté et il est difficile de lutter contre ces normes. Ce qui est en jeu ici est comment promouvoir un changement social qui modifie la norme ? L'étude montre que pour qu'une intervention soit efficace, il est nécessaire qu'elle soit en mesure de changer le système « de préférences » de l'ensemble de la population ou de valeurs de la population afin de lui faire admettre une nouvelle norme. L'évolution des pratiques ne peut arriver que si les changements légaux sont accompagnés par une évolution des mentalités. Il faut noter aussi que la croissance économique et les mobilités qui l'accompagnent, peut faciliter cette évolution sociale<sup>14</sup>.

### **Le travail décent**

Le chômage ou le travail peu rémunéré sont l'une des principales causes de la pauvreté. Aider les pauvres à accéder à un travail décent devrait être l'un des axes majeurs des politiques de lutte contre la pauvreté. Cependant, ce n'est que récemment que les politiques de réduction de la pauvreté ont intégré cette dimension. Les programmes d'aide au travail sont souvent des programmes spécifiques, comme celui de création d'emplois ruraux en Inde.

La création d'emplois est aussi un des objectifs des politiques de développement industriel, notamment par la constitution de zones franches. Ainsi, au Brésil, la zone industrielle de Manaus a permis d'augmenter le niveau de vie de la population locale par la création de nombreux emplois. Le taux de pauvreté de la région a baissé et est maintenant plus bas que dans l'ensemble du pays<sup>15</sup>. Cependant, la création d'emplois dans les zones industrielles de pays pauvres où les salaires sont bas doit se faire dans le respect du code du travail et avec une couverture sociale, sans quoi les conditions de vie des travailleurs ne leur permettent pas de sortir de la pauvreté. C'est le cas à Madagascar où le taux de pauvreté a augmenté dans la population embauchée dans les entreprises de ces zones<sup>16</sup>.

L'accès à une couverture sociale pour les travailleurs pauvres, notamment ceux qui travaillent dans le secteur informel, est une préoccupation importante dans les pays où la majeure partie de la population active n'est pas salariée. Les recherches sur les travailleurs dans ce secteur au Vietnam montrent que le système d'assurance volontaire et surtout de cotisation à un fond de pension sont peu performants pour

---

<sup>13</sup> Martin Benavides (2017) Opportunity or Challenge: The Role of Social Networks in Reducing Domestic Violence in Metropolitan Poor Contexts of Peru, Policy Brief No.33.

<sup>14</sup> Giulia Camilotti, Jean-Philippe Platteau (2016) Fighting Harmful practices: the case of female genital cutting, Policy Brief No.12.

<sup>15</sup> Martha Castilho, Aude Sztulman, Marta Ménendez (2017) The free trade zone of Manaus: a model for development? Policy Brief No.34.

<sup>16</sup> Hery Ramiarison, Mamy Ravelomanana (2017) Attracting FDI to Export Processing Zone: A potential tool to reverse poverty trend in Madagascar, Policy Brief No.25.

les travailleurs informels. Une adaptation des mesures en faveur de ces travailleurs est donc nécessaire, ce que nos recherches auront contribué à favoriser<sup>17</sup>.

La création d'emplois ne suffit pas à sortir les gens de la pauvreté. La qualité de l'emploi avec un salaire et des conditions de travail décentes sont une condition nécessaire et les politiques de promotion de l'emploi décent mises en place par le BIT vont dans ce sens. Cela est d'autant plus nécessaire que, dans les pays émergents, la qualité de l'emploi est souvent menacée : travail sans contrat, absence de sécurité sociale, pas de garantie de durée de l'emploi, etc. Au Chili, la baisse de la qualité de l'emploi, en période de forte croissance économique, a accru la vulnérabilité de nombreux travailleurs. Pour cette raison, la qualité de l'emploi a été adoptée en 2013 comme l'un des quatre indicateurs de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle<sup>18</sup>.

Les normes internationales relatives aux conditions du travail pourraient contribuer à améliorer la qualité du travail dans les pays en développement, mais elles se révèlent difficiles à appliquer. Ceci est attesté par l'absence apparente d'effet des accords internationaux de libre-échange (ALE) qui incluent des clauses de norme du travail, malgré les efforts de l'Union Européenne et surtout du BIT. La nouvelle tendance dans les ALE bilatéraux est d'omettre de telles clauses car elles ne sont pas appliquées par les pays<sup>19</sup>. Ainsi la globalisation des échanges internationaux n'a pas d'impact favorable sur les conditions de travail.

### **Gouvernance et réduction de la pauvreté**

Le fait qu'une bonne gouvernance soit indispensable pour la réussite des politiques de réduction de la pauvreté est maintenant largement reconnu. La bonne gouvernance est une condition de la croissance économique qui elle-même favorise la baisse de la pauvreté. De nombreux acteurs agissent dans la mise en place de ces politiques, dirigeants nationaux ou locaux ou organisations non gouvernementales. A ces différents niveaux, les risques de fraudes, corruption ou simplement mauvaise gestion peuvent empêcher que les programmes en faveur des pauvres soient réellement efficaces.

La manipulation politique et le clientélisme freinent fréquemment la mise en œuvre des programmes nationaux visant à réduire la pauvreté, comme le régime de garantie de l'emploi en Inde. Les autorités locales distribuent des emplois de préférence aux ménages de leurs propres villages ou de leur propre parti politique. Cette distorsion est particulièrement marquée lorsque les élections sont proches et que la concurrence entre les partis dominants est forte<sup>20</sup>.

La confiscation du pouvoir par les élites politiques freine considérablement la redistribution en faveur des pauvres. Madagascar en est un bon exemple. Les élites politiques, souvent héréditaires, se sont maintenues au pouvoir en s'appuyant sur de solides réseaux traditionnels. Le régime politique malgache est de fait un régime non démocratique qui n'a pas pour but d'encourager le développement.

---

<sup>17</sup> Nguyen Thu Phuong, Pham Minh Thai, Xavier Oudin, Laure Pasquier-Doumer (2017) The role of household businesses in the economy of Vietnam, Policy Brief No.27.

<sup>18</sup> Jaime Ruiz-Tagle, Kirsten Sehnbruch (2013) More, but Not Better Jobs in Chile? The Fundamental Importance of Open-Ended Contracts, Working Paper No.6.

<sup>19</sup> Jean-Marc Siroën, David Andrade (2016) Trade Agreements and Core Labour Standards, Policy Brief No.5.

<sup>20</sup> Basudeb Chaudhuri, op.cit.

La question est de savoir si ces élites déconnectées de la population seront un jour capables de se transformer en élites progressistes capables de mener des réformes<sup>21</sup>.

Cependant, les régimes démocratiques ne sont pas toujours capables d'appliquer de meilleure manière les politiques en faveur des pauvres. Un manque de capacité financière, institutionnelle et humaine freine la mise en place de politiques publiques efficaces. Mais aussi, le manque flagrant de transparence et de responsabilité des politiciens devant la population peut favoriser la fraude et la corruption. Au Ghana, pays démocratique avec une presse libre et une alternance des partis au pouvoir, l'absence de responsabilité des politiciens vis-à-vis de leurs électeurs et de transparence dans la mise en place des politiques fait que la population des communes pauvres ne se sent pas représentée ni écoutée. Par exemple, aucune obligation d'information de la part des élus vers leurs électeurs n'est imposée. Il est alors difficile, pour les citoyens, de dialoguer avec l'administration et d'obtenir des explications quant à certains choix politiques que ce soit au niveau national ou local<sup>22</sup>. Les auteurs se posent alors la question de l'efficacité du régime démocratique présidentiel ghanéen à mettre en œuvre des politiques économiques et sociales inclusives<sup>23</sup>.

Dans certains contextes, la pratique démocratique contribue cependant à mieux faire entendre la voix des pauvres. C'est ainsi que l'utilisation du vote électronique au Brésil, en réduisant la fraude électorale, a considérablement amélioré la participation des pauvres au processus politique<sup>24</sup>. Plus généralement, la gouvernance peut être renforcée par de meilleures et plus justes organisations d'élections démocratiques afin que les pauvres puissent exprimer leurs choix<sup>25</sup>.

Les organisations non gouvernementales agissent dans la lutte contre la discrimination, la protection des intérêts des groupes marginalisés et peuvent permettre d'exercer des pressions auprès des gouvernements locaux pour qu'ils rendent plus de comptes auprès de la population quant à leurs décisions politiques. Tout gouvernement soucieux du bien-être de la plus grande partie de la population devrait soutenir de tel type d'ONG. Mais, il arrive souvent, comme dans le cas du Vietnam, que ces organisations soient souvent subventionnées en raison de leur loyauté politique ou utilisées pour mieux contrôler la population. Leurs actions n'ont alors aucune incidence, au contraire, sur une meilleure participation des citoyens à l'élaboration et au contrôle des politiques les concernant<sup>26</sup>.

Le même problème se pose en ce qui concerne le soutien accordé par les donateurs externes aux ONG locales. Les gouvernements nationaux peuvent considérer le financement extérieur des ONG dans leur pays comme une intrusion inacceptable de pays étrangers dans leurs propres affaires nationales. Ce risque est particulièrement grave lorsque les activités des ONG locales sont orientées vers l'amélioration des droits de l'homme et d'autres problèmes socialement et politiquement sensibles qui

---

<sup>21</sup> Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger (2017) Elites, démocratie et gouvernance : clivage entre le pouvoir et les citoyens à Madagascar, Policy Brief No.41.

<sup>22</sup> Franklin Oduro, Regina Oforiwa Amanfo-Tetteh (2016) An Empirical Study into the Expectations, Preferences and Behaviour of Ghanaian Voters towards their MPs in Constituencies with High Incidence of Poverty, Policy Brief No.8.

<sup>23</sup> Mohammed Awal, Franklin Oduro (2017) The quality of governance and inclusive development, Policy Brief No.42.

<sup>24</sup> Jairo Nicolau (2014) Elections in Brazil, Background Paper.

<sup>25</sup> Au sujet des élections libres et justes, voir Anke Hoeffler, Sylvia Bishop (2013) Free and Fair Elections – A New Database, Working Paper No.7.

<sup>26</sup> Marine Emorine, Hai Anh La, Yoann Lamballe, Xavier Oudin (2014) Dynamics of citizen participation in Vietnam, Working Paper No.76.

remettent en question le pouvoir politique et les éléments profondément enracinés de la culture locale.<sup>27</sup>.

### **Conclusion**

Le projet Nopoor a exploré un grand nombre de dimensions de la pauvreté. Pour finir sur une note positive, les différents cas d'étude ont montré que, dorénavant, il devient difficile, pour un gouvernement d'un pays qui n'est pas en état de guerre, d'ignorer les populations démunies. De plus en plus de politiques, même si elles sont réalisées sous l'égide des organisations internationales ou dans des programmes d'aide au développement, visent à une meilleure cohésion sociale et intégration des catégories défavorisées, celles-ci ayant de plus en plus de moyens pour faire valoir leurs droits.

L'application des politiques de réduction globale de la pauvreté, ainsi que celles qui visent une dimension particulière comme l'accès à l'éducation, soulève cependant de nombreux problèmes. Ceux-ci sont souvent dus à une mauvaise gestion des programmes, à une absence de relais entre les décideurs et la population, quand ce n'est pas la fraude ou la corruption. Les travaux de recherche doivent donc, en plus de l'étude des causes de la pauvreté, déterminer quels sont les facteurs qui empêchent la bonne réalisation des programmes de réduction de la pauvreté.

**Xavier Oudin**

---

<sup>27</sup> Sur l'aide distribuée à travers les ONG dans les pays peu démocratiques, voir Martin Acht, Toman Omar Mahmoud, Rainer Thiele (2014) Corrupt Governments receive less State-to-state aid Governance and the delivery of foreign aid through Non State Actor, Working Paper No.15 et aussi Thomas Barsbai, Rainer Thiele (2016) Governance does matter for the Allocation of Foreign Aid, Policy Brief No.9.